

## Appel à articles

### Biens communs et territoires

On observe aujourd'hui une recrudescence d'initiatives fondées sur le concept de « biens communs » dans le contexte de l'aménagement, de l'urbanisme, et du développement des territoires (Urbanisme, 2014). Renvoyant au « bien commun » (au singulier) de la philosophie politique (Thomas d'Aquin), aux « biens communs » (au pluriel) de l'économie publique tout d'abord, puis aux « *common pool resources* » de l'économie institutionnaliste avec les travaux nobélisés d'Elinor Ostrom, ce concept trouve aujourd'hui un regain d'intérêt. Ces « biens communs », à savoir ces *objets à l'usage partagé (l'exclusion en est difficile) et à la gestion en tout ou partie menée par un collectif ou une communauté d'usagers considérés ou auto-déclarés comme légitimes*, mobilisent non seulement la communauté scientifique, comme en témoignent les récents ouvrages faisant déjà référence (Coriat, 2015 ; Dardot et Laval, 2014) ainsi que des manifestations scientifiques dédiées, mais aussi les acteurs du développement local au travers de nombreuses initiatives, séminaires, colloques et journées.

La notion est utilisée pour (re)formuler ou (ré)interpréter un certain nombre de problématiques auxquelles sont confrontés différents types de territoires, qu'ils soient caractérisés comme urbains, péri-urbains ou ruraux, à des échelles variées. Des exemples en sont donnés par la transition énergétique avec ses formes de gestion décentralisée, l'aménagement participatif des espaces publics, le développement de l'économie circulaire ou par la redécouverte des vertus des coopératives de logements comme réponse communautaire aux déficits de l'offre aussi bien publique que privée. On peut également citer le déploiement des *creative commons*, de l'économie sociale et solidaire et de l'économie collaborative qui produisent et mobilisent de manière intensive des biens communs (données urbaines, cadastre en milieu rural, etc.) et qui interrogent l'organisation des territoires en termes de mobilité, accueil de personnes, usages touristiques, entre autres).

Plus particulièrement, le concept de biens communs, s'inspirant de la conception anglo-saxonne de la propriété en termes de « faisceaux de droits » (*bundle of rights*), incite à une ré-interrogation en profondeur – considérée comme salutaire – du régime de propriété privative hérité de la Révolution française et consacré, notamment, dans les codes civils napoléoniens d'Europe continentale. La remise en cause de cette définition relativement rigide de la propriété privative se trouve empiriquement renforcée par le constat de la difficulté de cette dernière à réguler les usages de nombreuses ressources territoriales ou environnementales comme le paysage, la biodiversité, certains types d'espaces publics, le vent, etc., ou comme les nouveaux usages (p. ex. biotechnologiques) des ressources génétiques.

Parallèlement, l'observation des formes empiriques de gestion communautaire de ces biens montre que nombre d'entre elles correspondent en fait à la constitution non pas de « biens communs », mais bien plutôt de « biens de clubs », soit à une appropriation collective sélective, voire exclusive ou, dans le meilleur des cas, à des situations de « clubs ouverts » (*open clubs*), ce qui pose bien évidemment des problèmes d'équité, tant en ce qui concerne l'accès aux ressources, que le partage des avantages (économiques ou symboliques) qui en sont tirés (Nahrath, 2015).

C'est pourquoi la notion de biens communs mérite d'être interrogée, voire critiquée et mise en perspective, à l'heure où elle est convoquée dans l'aménagement et le développement territorial, souvent pour symboliser une alternative au système de régulation économique dominant, ouvrant la voie vers un développement meilleur (plus durable, plus

participatif, etc.). En quoi le concept renouvelle-t-il les approches en termes d'aménagement ou de développement territorial ? Que révèle son usage à propos de notre société, de l'évolution des approches de la gestion des ressources communes et des territoires ? Quelles sont ses implications en termes de gouvernance, d'inégalités ou dans d'autres domaines encore ?

L'objectif de ce dossier est donc d'apporter un éclairage sur ce concept (ré-)émergent en contribuant au renouvellement de la réflexion sur la fabrique des territoires et en mettant en évidence les enjeux (production, mobilisation, usages, gestion, dynamique d'acteurs, etc.). Il s'agira de faire un état des lieux et des débats relatifs à l'usage du concept de « biens communs » en combinant une variété d'approches disciplinaires, des points de vue situés dans différentes parties du monde et des recherches théoriques, conceptuelles et empiriques portant sur ces « nouveaux » biens communs de l'aménagement, de l'urbanisme et du développement actuel des territoires.

Que sont ces « nouveaux biens communs » et/ou ces nouvelles formes de gestion/production territoriale ? Quels sont les biens concernés ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Comment les conceptualiser ? Les analyser ? En quoi la notion de biens communs permet-elle de traiter de nouveaux enjeux – ou de revisiter d'anciens enjeux – du développement des territoires ? En quoi contribue-t-elle à renouveler les modèles, méthodes et approches en la matière ?

- Les biens communs ont-ils une échelle privilégiée ? Leur gestion collective implique-t-elle nécessairement qu'ils soient circonscrits à une échelle locale ? Peut-on parler, et dans quelles conditions, de biens communs régionaux, nationaux, supra-nationaux ou planétaires et quelles en sont les implications en termes de développement et d'aménagement du territoire ?
- Comment sont-ils gérés ? Par qui ? Quels modes de gouvernance territoriale, de régulation formelle ou informelle s'y rattachent (définition des droits de propriété, des projets de territoires et des collectifs d'acteurs concernés, etc.) ? Quels niveaux institutionnels et géographiques sont concernés ? En quoi remettent-ils en cause les formes d'organisation actuelles ? Modifient-ils la place et le rôle de certains acteurs ou groupes sociaux au détriment d'autres ?
- Comment s'articulent les biens communs matériels (fonciers) et immatériels (cognitifs) dans les projets urbains et/ou les démarches de gestion territoriale des ressources environnementales ? Quel est le rôle des pouvoirs publics et/ou des organisations de gestion communautaire ? Quelle place ces « nouveaux biens communs » peuvent-ils prendre dans les politiques publiques ?
- En quoi la prise en compte des biens communs renouvelle-t-elle les modèles de développement des territoires ?

Par ailleurs, une place pourra être faite pour des articles de cadrage ou portant un regard renouvelé sur des biens communs plus « classiques » (pâturages, pêcheries, systèmes d'irrigation, eau, forêts, etc.).

### ***Références bibliographiques***

- CORIAT, B. 2015. *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Éditions Les Liens qui libèrent.
- DARDOT, P. et LAVAL, C. 2015. *Commun : essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.

NAHRATH, S. 2015. « Bien commun » dans D. Bourg et A. Papaux (sous la dir. de),  
*Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Presses universitaires de France.  
URBANISME 2014. *À la recherche du bien commun territorial*, n° 52 HS.

**COORDINATION DU DOSSIER**

**Leïla Kebir, Stéphane Nahrath et Frédéric Wallet**

**CALENDRIER**

15 avril 2017 : date limite de remise des articles

1<sup>er</sup> juin 2017 : information des auteurs

**ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE**

*exclusivement en version électronique par courriel à l'adresse suivante :*

esbienscommuns@outlook.fr

***Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition  
peuvent contacter les coordinateurs***

*Attention :*

- ***La revue ne demande pas de propositions d'articles, mais directement les articles,***
- Les articles ne dépassent pas 42 000 signes (espaces compris) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés.
- Les conseils aux auteurs figurent dans chaque numéro.
- Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

<http://www.espacesetsocietes.msh-paris.fr/conseils.html>

- La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication ; en cas d'acceptation, ces articles sont publiés rapidement.

## Call for papers

### COMMON GOODS AND TERRITORIES

There is a marked increase today in initiatives based on the concept of ‘common goods’ in the context of urban planning and of territorial development (*Urbanisme*, 2014). Taking account first of all of the ‘common good’ (in the singular) of the philosophy of Thomas Aquinas, of the ‘common goods’ (in the plural) of public economy, then of the ‘common pool resources’ of institutionalist economy stemming from the work of Nobel prize winner Elinor Ostrom, this concept today attracts renewed interest. These ‘common goods’, objects of shared usage (exclusion is indeed difficult to imagine) where all or part is managed by a collective or a community of users considered or self-appointed as legitimate, galvanise not only the scientific community, as witness recent works on the subject (Dardot & Laval, 2014), as well as dedicated scientific events, but also through the participation of local development actors involved in numerous initiatives, seminars, conferences and study days.

The notion is used to (re)formulate or (re)interpret a certain number of issues relating to different territorial types, be they characterised as urban, peri-urban or rural and of varying scales. Examples are energy transition with its forms of decentralised management, participative arrangements of public spaces, the development of a circular economy or in the rediscovery of the virtues of housing cooperatives as a community response to the deficits of the market whether public or private. One can also cite the deployment of the *creative commons*, the social economy and the collaborative economy which both produce and make intensive use of common goods (urban facilities, rural surveys etc.) and which pose questions concerning how territories manage mobility, welcome, tourism etc.

More particularly, the concept of common goods, drawing upon the Anglo-Saxon conception of property in terms of a ‘bundle of rights’, stimulates a salutary re-examination in depth of privative property inherited from the French Revolution and written into the civil Napoleonic codes of continental Europe. The re-assessment of this relatively rigid definition of privative property is empirically supported by the recognition of the difficulty under the established system of regulating the uses of numerous territorial or environmental resources such as the countryside, biodiversity, certain types of public spaces, wind, etc., or such as the new uses (e.g. biotechnological) of genetic resources.

At the same time, the observation of empirical forms of community management of these goods shows that numbers of them in effect correspond not to the constitution of ‘common goods’ but rather to ‘club goods’, either as a selective, even exclusive, collective appropriation or in the best of cases in ‘open club’ situations, which then of course clearly raises problems of equity as much concerning access to resources as to the sharing of the economic or symbolic advantages which derive from them (Nahrath, 2015).

This is why the notion of common goods needs to be interrogated, even criticised and brought into perspective now when it is often invoked in territorial planning and development to symbolise an alternative to the dominant regulatory system, opening upon a better mode of development (more sustainable, more participative etc.), In what way does this concept renew approaches in terms of territorial planning and development? What does its use tell us about our society, about the evolution of approaches to the management of common resources and

of territories? What are its implications in terms of governance, of inequalities, or yet in other domains?

The aim of this brief is therefore to throw light upon this (re-)emerging concept by contributing to further reflection on the fabric of territories and on drawing attention to what is at stake in terms of production, movement, uses, management, motivation of actors etc. What is required is an up-to-date survey of the situation and of the debates relating to the uses of the concept of ‘common goods’ making use of a variety of disciplinary approaches, of perspectives from different parts of the world and of theoretical, conceptual and empirical researches bearing upon these ‘new’ common goods of planning, urbanism and of the actual development of territories.

What are these ‘new common goods’ and/or these new forms of territorial management/production? What are these actual goods? What are their characteristics? How are they conceptualised? Analysed? And in what way does the notion of these common goods sanction the treatment of the new stakes – or of revisiting old stakes – as they concern territorial development? In what way do they contribute to renewing relevant models, methods and approaches?

- Do these common goods have a preferred scale of operation? Does their collective management imply that they are bound into a local level? Can one speak of, and in what conditions, of regional, national, supra-national or planetary common goods and what are the implications of this in terms of territorial development and planning?
- How are they managed? By whom? What modes of territorial governance, of formal and informal regulation are implicated (definition of property rights, of territorial projects and of collectives of relevant actors, etc)? What institutional and geographical levels are involved? In what way are actual organisational patterns challenged? Are certain actors or social groups privileged to the detriment of others?
- What relations exist between material (relating to land) and immaterial (cognitive) common goods in urban projects and/or in the processes of the territorial management of environmental resources? What is the role of public authorities and/or community organisations? How might these ‘new common goods’ figure in public policies?
- In what way does the taking into account of common goods renew models of territorial development ?

Also, there could be a place for a renewed look at the more ‘classical’ common goods (pastures, fisheries, irrigation systems, water, forests, etc).

### ***Bibliographical References***

CORIAT, B. 2015. *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Éditions Les Liens qui libèrent.

DARDOT, P. et LAVAL, C. 2015. *Commun : essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.

NAHRATH, S. 2015. « Bien commun » dans D. Bourg et A. Papaux (sous la dir. de), *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Presses universitaires de France.

URBANISME 2014. *À la recherche du bien commun territorial*, n° 52 HS.

## COORDINATION

**Leïla Kebir, Stéphane Nahrath and Frédéric Wallet**

## CALENDAR

15 April 2017: deadline for submitting articles

1st June 2017 : information for authors

## ADDRESS FOR CORRESPONDENCE

Exclusively electronically by email to the following address:

esbienscommuns@outlook.fr

*Authors with questions concerning the relevance of their proposal*

*can contact the coordinators*

## ***Warning:***

***- The review does not want proposals for articles but the articles directly,***

- Articles should not exceed 42 000 characters (including spaces) including: text, notes, references, appendices, but excluding abstracts.

- Advice to authors appear in each issue.

- The standards of presentation and advice to authors are available on the website of the journal:

<http://www.espacesetsocietes.msh-paris.fr/conseils.html>

- The review notes that at any time authors may submit articles 'hors dossier', outside of the themes of the issues on the topics of relationship between spaces, territories and populations broadly understood and meeting publication standards; if accepted, these articles are published quickly.

## Convocatoria de artículos

### Bienes comunes y territorios

En la actualidad, en el contexto del desarrollo, la planificación urbana y el desarrollo territorial, se observa un resurgimiento de las iniciativas basadas en el concepto de “bienes comunes” (Urbanisme, 2014). Este concepto, que remite al “bien común” (en singular) de la filosofía política (Tomás de Aquino), a los “comunes” (en plural) de la economía pública y a los “*common pool resources*” de la economía institucional con los trabajos de Elinor Ostrom, ganador del Premio Nobel, suscita un renovado interés. Estos “bienes comunes”, es decir, estos *objetos de uso compartido (de los que la exclusión es difícil) y cuya gestión, en todo o en parte, es llevada a cabo por un colectivo o una comunidad de usuarios considerados o autodeclarados como legítimos*, interesan no sólo a la comunidad científica, como lo demuestran eventos científicos y recientes trabajos de referencia (Coriat, 2015; Dardot y Laval, 2014), sino también muchos agentes del desarrollo local a través de numerosas iniciativas, seminarios, coloquios y jornadas.

El concepto se utiliza para (re)formular o (re)interpretar una serie de problemáticas que afectan a diferentes tipos de territorios, que pueden ser urbanos, peri-urbanos o rurales, y a diversas escalas. Se encuentran ejemplos en la transición energética, con sus formas de gestión descentralizada, en la ordenación participativa de los espacios públicos, en el desarrollo de la economía circular o en el redescubrimiento de las virtudes de las cooperativas de viviendas como respuesta comunitaria a la escasez de la oferta tanto pública como privada. También se pueden citar el despliegue de *creative commons*, de la economía social y solidaria, y de la economía colaborativa que producen y utilizan de manera intensiva bienes comunes (datos urbanos, catastro rural, etc.) y que cuestionan la organización de los territorios en términos de movilidad, acogida de personas, usos turísticos, entre otros.

Más concretamente, el concepto de bienes comunes, inspirado en la concepción anglosajona de la propiedad en términos de “conjunto de derechos” (*bundle of rights*), anima a un nuevo – y saludable – análisis en profundidad del régimen de propiedad privada heredado de la Revolución francesa y consagrado, sobre todo, en los códigos civiles napoleónicos de la Europa continental. El cuestionamiento de esta definición relativamente rígida de la propiedad privada está empíricamente reforzado por la constatación de la dificultad de ésta para regular los usos de muchos recursos territoriales o ambientales como el paisaje, la biodiversidad, ciertos tipos de espacios públicos, el viento, etc., o como los nuevos usos (por ejemplo, los biotecnológicos) de los recursos genéticos.

Por otro lado, la observación de las formas empíricas de gestión comunitaria de estos bienes muestra que muchos de ellos corresponden en realidad a la constitución no de “bienes comunes”, sino más bien de “bienes de clubes”, esto es, a una apropiación colectiva selectiva – por no decir exclusiva – o, en el mejor de los casos, a situaciones de “clubes abiertos” (*open clubs*), lo que obviamente plantea problemas de equidad, tanto en lo que concierne al acceso a los recursos, como al reparto de beneficios (económicos o simbólicos) que se obtienen (Nahrath, 2015).

Es por esta razón que la noción de bienes comunes merece ser estudiada, esto es, criticada y analizada en perspectiva, en este momento en que está siendo utilizada para la ordenación y el desarrollo territorial, a menudo simbolizando una alternativa al sistema de regulación económica dominante que abriría el camino hacia un mejor desarrollo (más sostenible, más participativo, etc.). ¿Cómo ese concepto está renovando los enfoques en materia de ordenación o desarrollo del territorio? ¿Qué revela su utilización a propósito de nuestra sociedad, de la evolución de los enfoques de la gestión de los recursos comunes y de los territorios? ¿Cuáles son sus implicaciones en términos de gobernanza, desigualdades o u otros campos?

El objetivo de este monográfico es, pues, arrojar luz sobre este concepto (re)emergente al tiempo que contribuir a renovar la reflexión sobre la fábrica de los territorios y evidenciar cuestiones relevantes (producción, usos, gestión, dinámica de agentes, etc.). Se trata de trazar un estado de la cuestión y dar cuenta de los debates relativos al uso del concepto de “bienes comunes” mediante la combinación de una variedad de enfoques disciplinares, de puntos de vista situados en diferentes partes del mundo y de investigaciones teóricas, conceptuales y empíricas sobre estos “nuevos” bienes comunes de la planificación, del urbanismo y del desarrollo actual de los territorios.

¿Cuáles son estos “nuevos bienes comunes” o estas nuevas formas de gestión o producción territorial? ¿Cuáles son los bienes concernidos? ¿Cuáles son sus características? ¿Cómo conceptualizarlos? ¿Y analizarlos? ¿Cómo la noción de bienes comunes permite enfocar nuevas cuestiones – o volver sobre otras ya antiguas – en relación con el desarrollo de los territorios? ¿Cómo contribuye a renovar los modelos, métodos y enfoques en este campo?

- ¿Los bienes comunes tienen una escala preferente? ¿Su gestión colectiva implica necesariamente que se circunscriban a una escala local? ¿Podemos hablar, y en qué condiciones, de bienes comunes regionales, nacionales, supranacionales o planetarios y cuáles son las implicaciones de todo ello en términos de desarrollo y ordenación del territorio?
- ¿Cómo se gestionan? ¿Por quién? ¿Qué formas de gobernanza territorial, de regulación formal o informal van ligados a ellos (definición de derechos de propiedad, de proyectos territoriales y colectivos de agentes implicados, etc.)? ¿A qué niveles institucionales y geográficos afectan? ¿En qué cuestionan las formas actuales de organización? ¿Modifican el lugar y el papel de ciertos actores o grupos sociales en detrimento de otros?
- ¿Cómo se articulan los bienes comunes materiales (inmobiliarios) e inmateriales (cognitivos) en los proyectos urbanos o en los procesos de gestión territorial de los recursos ambientales? ¿Cuál es el papel de los poderes públicos o de las organizaciones de gestión comunitaria? ¿Qué lugar pueden tener estos “nuevos bienes comunes” en las políticas públicas?
- La consideración los bienes comunes ¿en qué puede renovar los modelos de desarrollo territorial?

Por otra parte, podrán aceptarse artículos que enmarquen el tema o que desarrollen una mirada renovada sobre los comunes más “clásicos” (pastizales, pesquerías, estructuras de riego, agua, bosques, etc.).

### ***Referencias bibliográficas***

CORIAT, B. 2015. *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Éditions Les Liens qui libèrent.



- DARDOT, P. et LAVAL, C. 2015. *Commun : essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.
- NAHRATH, S. 2015. « Bien commun » dans D. Bourg et A. Papaux (sous la dir. de), *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Presses universitaires de France.
- URBANISME 2014. *À la recherche du bien commun territorial*, n° 52 HS.

#### COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

**Leïla Kebir, Stéphane Nahrath y Frédéric Wallet**

#### CALENDARIO

15 abril 2017 : fecha límite para el envío de artículos

1 junio 2017 : información a los/las autores/as

#### DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

*Exclusivamente en versión electrónica por e-mail a :*

esbienscommuns@outlook.fr

***Los autores que duden sobre la pertinencia de su propuesta***

***pueden contactar con las coordinadoras***

*Atención:*

- **La revista no pide propuestas de artículos sino directamente artículos,**
- Los artículos no deben sobrepasar los 42.000 caracteres (espacios incluidos), contabilizados el texto, las notas, las referencias bibliográficas y los anexos, pero no los resúmenes.
- Los consejos a los/las autores/as figuran en cada número de la revista.
- Las normas de presentación y los consejos a los/las autores/as

están disponibles en la web de la revista:

<http://www.espacesetsocietes.msh-paris.fr/conseils.html>

- La revista recuerda que todos los/las autores/as pueden enviar en cualquier momento artículos de miscelánea (fuera del monográfico), siempre que conciernan a las relaciones entre espacios, territorios y poblaciones en un sentido amplio, y que respeten las normas de publicación. En caso de ser aceptados, estos artículos serán publicados rápidamente.